

## Environnement « Ranimons la cascade » mobilise ses troupes ce samedi

■ Un rassemblement est prévu au carrefour Saint-Etienne, à proximité de la préfecture, alors que s'annonce peut-être la « dernière ligne droite » avec une décision judiciaire d'importance attendue dans quelques mois.

Bientôt le bout du tunnel pour Ranimons la cascade ? Après 12 ans de lutte, les membres de cette association qui réclame l'arrêt de la centrale hydroélectrique de Salles-la-Source l'espèrent bien. « Nous allons mettre un peu la pression pour que la préfecture se réveille, c'est la dernière ligne droite », explique le président Bernard Gauvain. En 1931, la microcentrale hydroélectrique est construite « sans autorisation » comme l'affirme l'association. Cette dernière voit le jour en 2010 pour demander une « réhabilitation du site » et un « retour à la légalité ». Un combat qui porte ses fruits en 2015, quand une mission d'inspection ministérielle conclut à un « fiasco administratif depuis le début » autour cette affaire. Un arrêté préfectoral de fermeture définitive de la centrale est pris en 2016, une décision de l'État annulée en 2021 par le tri-



Christine Tagie, Yves Garric et Bernard Gauvain, de l'association Ranimons la cascade.

banal administratif. Dans les prochains mois, au début de l'année 2023 vraisemblablement, c'est le recours déposé par l'association qui sera étudié par la cour d'appel de Toulouse. « Cette affaire oppose la société hydroélectrique et l'État, le fait que

la préfecture ne se défende pas est un mauvais signal », analyse le président Gauvain. Pour le vice-président Yves Garric, « nous demandons à l'administration de tenir sa promesse et de débarrasser Salles-la-Source de cette centrale et de son dirigeant. Si l'État n'est pas capable de se défendre en justice, il n'a qu'à mettre la main à la poche... Les élus sont très gentils de mettre

en avant le site de Salles-la-Source et de nous laisser, nous, pauvres bénévoles, défendre seuls le dossier ».

Citoyens, soutiens de l'association et élus sont attendus, ce samedi, à 11 heures, à Rodez, au carrefour Saint-Etienne, pour faire entendre leur voix et tenter d'obtenir du soutien dans cette affaire qui dure depuis 12 ans aujourd'hui.

x.b.